

Mémorial

du

Grand-Duché de Luxembourg,



Memorial

des

Großherzogtums Luxemburg.

Samedi, le 2 avril 1955.

N° 22

Samstag, den 2. April 1955.

Arrêté grand-ducal du 30 mars 1955 portant fixation des coefficients normaux de renchérissement pour les travaux de reconstruction exécutés pendant le second semestre 1954.

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu, Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc. ;

Vu l'article 62 de la loi du 25 février 1950 concernant l'indemnisation des dommages de guerre ;

Vu l'article 3 de l'arrêté grand-ducal du 18 août 1951 portant fixation de coefficients normaux de renchérissement en cas de reconstruction, sous le régime du forfait, d'immeubles sinistrés par faits de guerre ;

Notre Conseil d'Etat entendu ;

Sur le rapport de Notre Ministre des Finances ;

Après délibération du Gouvernement en Conseil ;

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. Les coefficients normaux de renchérissement servant à calculer la valeur d'après-guerre de l'indemnité à affecter aux travaux de reconstruction exécutés pendant le second semestre 1954, sous le régime du forfait, sont fixés comme suit, à savoir :

Titres des expertises	Corps de métiers	Régions sinistrées	Coefficients
I	Terrassements, maçonnerie et béton	Catégorie A	5,5
		Catégorie B	5,1
II	Isolation	Toutes catégories	2,6
III	Charpente	idem	6,7
IV	Couverture	idem	5,9
V	Ferblanterie	idem	5,7
VI	Plâtrerie	idem	6,0
VII A	Installations, égout	idem	4,6
VII B	Installations, eau	idem	5,2
VII C	Installations, gaz	idem	5,0
VII D	Installations, app. sanit.	idem	4,0
VII E	Installations, chauffage	idem	4,8
VII F	Installations, électricité	idem	4,7
VIII	Carrelage	idem	4,7
IX	Terrazzo	idem	6,0
X	Menuiserie	idem	5,0
XI	Serrurerie	idem	4,4
XII	Marbrerie	idem	4,2
XIII	Vitrierie	idem	4,4
XIV	Peinture	idem	3,7

Art. 2. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Mémorial*.
Palais de Luxembourg, le 30 mars 1955.

Charlotte.

Le Ministre des Finances,
Pierre Werner.

Arrêté grand-ducal du 2 avril 1955 modifiant le régime de la taxe d'importation et de l'impôt sur le chiffre d'affaires des combustibles minéraux solides.

Nous CHARLOTTE, par la grâce de Dieu, Grande-Duchesse de Luxembourg, Duchesse de Nassau, etc., etc., etc.

Vu les articles 2 et 7 de la loi du 25 mai 1946 apportant certaines modifications au régime de l'impôt sur le chiffre d'affaires ;

Vu l'article 27 de la loi du 16 janvier 1866 sur l'organisation du Conseil d'Etat et considérant qu'il y a urgence ;

Sur le rapport de Notre Ministre des Finances et après délibération du Gouvernement en Conseil ;

Avons arrêté et arrêtons :

Art. 1^{er}. La livraison au consommateur de combustibles minéraux solides est assujettie au paiement d'une taxe forfaitaire sur le chiffre d'affaires au taux de 3 pour cent.

Art. 2. La taxe établie à l'article 1^{er} est due d'après les modalités suivantes :

a) par le consommateur-importateur, lors de l'arrivée des marchandises au lieu de consommation. Est considéré comme importateur le consommateur qui figure comme destinataire dans les documents de transport ;

b) par le marchand de combustibles, lors de la livraison au consommateur.

Art. 3. La taxe est liquidée sur le prix facturé ou mis en compte au consommateur pour marchandises rendues franco destination.

Art. 4. Le Paiement de la taxe de 3 pour cent couvre toutes les livraisons antérieures y compris la taxe sur le chiffre d'affaires due à l'importation.

La taxe perçue sur les charbons par application de l'article 1^{er} couvre la livraison des coques fabriqués au Grand-Duché avec ces charbons.

Art. 5. Notre Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent arrêté qui entrera en vigueur le jour de sa publication au *Mémorial*.

Palais de Luxembourg, le 2 avril 1955.

Charlotte.

Le Ministre des Finances,
Pierre Werner.

Arrêté ministériel du 19 mars 1955, modifiant l'arrêté ministériel du 18 mai 1954 ayant pour objet l'octroi de primes de construction.

Le Ministre des Finances,

Considérant que dans le but d'éliminer certains cas de rigueur dans le chef de ressortissants étrangers ayant sollicité l'octroi d'une prime de construction il y a lieu de modifier l'art. 1^{er} litt. E de l'arrêté ministériel du 18 mai 1954 ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 août 1949 ayant pour objet l'octroi de primes de construction ;

Vu l'arrêté ministériel du 18 mai 1954 modifiant et complétant certaines dispositions de l'arrêté ministériel du 3 août 1949 ;

Arrête :

Art. 1^{er}. Le libellé de l'article 1^{er} litt. E de l'arrêté ministériel du 18 mai 1954 concernant l'octroi de primes de construction est remplacé par le texte suivant :

«La qualité d'étranger ne fait pas obstacle à l'octroi de la prime si une demande en acquisition ou en recouvrement de la nationalité luxembourgeoise a été introduite conformément à la loi. Dans ce cas, la prime sera liquidée au profit de la Caisse d'Épargne mais le paiement entre les mains du bénéficiaire restera en suspens jusqu'à ce que ce dernier ait justifié de l'acquisition des droits attachés à la nationalité luxembourgeoise. Si cette preuve n'est pas rapportée dans les trois ans depuis l'octroi de la prime, celle-ci est définitivement acquise au Trésor.»

Art. 2. Toute nouvelle demande devenue admissible sur la base du présent arrêté devra être présentée avant le 1^{er} juillet 1955.

Art. 3. Le présent arrêté entrera en vigueur le jour de sa publication au *Mémorial*.

Luxembourg, le 19 mars 1955.

Le Ministre des Finances,
Pierre Werner.

Arrêté ministériel du 21 mars 1955 déterminant les bases pour le calcul des indemnités d'apprentissage.

Le Ministre du Travail
de la Sécurité sociale et des Mines,

Vu l'article 10 de l'arrêté grand-ducal du 8 octobre 1945 portant revision de la loi du 5 janvier 1929 sur l'apprentissage ;

Revu l'arrêté ministériel du 18 mai 1954 portant fixation des indemnités d'apprentissage ;

Arrête :

Art. 1^{er}. L'indemnité d'apprentissage est calculée sur la base et en pourcentage du salaire fixé pour un ouvrier majeur qualifié par les conventions collectives applicables aux métiers industriels, ainsi qu'aux métiers de maçon, coffreur, brasseur, menuisier, tailleur et tailleuse, coiffeur et coiffeuse.

Art. 2. Pour les autres métiers, le salaire moyen de l'ouvrier majeur qualifié, servant de base au calcul de l'indemnité d'apprentissage, est fixé d'après le tableau suivant :

1. — 1. Paveur (épineur)	26. — fr. l'heure
2. Tailleur de pierre	28. — » »
3. Plafonneur	28. — » »
4. Marbrier	26. — » »
5. Couvreur	28. — » »
II. — i. Boucher	1.000. — fr. nets par semaine + logement et nourriture
2. Jardinier	4.500. — fr. bruts par mois
3. Meunier	4.000. — fr. nets par mois + logement et nourriture
4. Boulanger	1.000. — fr. nets par semaine + logement et nourriture
5. Pâtissier	1.000. — fr. nets par semaine + logement et nourriture
6. Traiteur	5.000. — fr. bruts par mois.
III. — 1. Ferblantier	25,20 fr. l'heure
2. Installateur	25,20 » »
3. Installateur de chauffage	25 20 » »
4. Installateur sanitaire	25,20 » »
5. Isolateur	25,20 » »

6. Electricien	25,20 fr. l'heure
7. Bobineur	25,20 » »
8. Peintre	25,20 » »
9. Vitrier	25,20 » »
10. Sellier de voiture	25,20 » »
11. Peintre en voiture	25,20 » »
12. Frigoriste	26,00 » »
13. Serrurier	25,20 » »
14. Mécanicien	25,20 » »
15. Forgeron	25,20 » »
16. Charron	25,20 » »
17. Fabricant de volets	25,20 » »
18. Charpentier	27,00 » »
19. Sculpteur	27,00 » »
20. Tonnelier	25,20 » »
21. Vannier	25,20 » »
22. Tourneur	25,20 » »
IV. — 1. Cordonnier	25,20 » »
2. Tapissier	25,20 » »
3. Bijoutier	26,00 » »
4. Horloger	26,00 » »
5. Opticien	26,00 » »
6. Métiers de l'industrie hôtelière	5.000. — fr. bruts par mois + logement et nourriture
V. — 1. Photographe	25,20 fr. l'heure
2. Mécanographe	25,20 » »
3. Mécanicien-dentiste	26,00 » »
4. Fourreur	26,00 » »
VI. — Employé de bureau	6.000. — fr. bruts par mois
VII. — 1. Garçon	4.200. — bruts par mois
2. Vendeur	5.000. — » » »
3. Vendeuse	4.000. — » » »
4. Magasinier	4.500. — » » »
5. Caissier	6.000. — » » »
6. Caissière	4.500. — » » »

Art. 3. Les indemnités d'apprentissage établies sur les bases ci-dessus sont susceptibles d'être modifiées par métier sur proposition justifiée d'une chambre professionnelle, l'autre chambre intéressée entendue en son avis.

Art. 4. Le présent arrêté entrera en vigueur le 1^{er} avril 1955.

Luxembourg, le 21 mars 1955.

*Le Ministre du Travail,
de la Sécurité sociale et des Mines,
Nicolas Biever.*

Arrêté ministériel du 22 mars 1955 relatif à la libre circulation des titres étrangers.

Le Ministre des Finances,

Vu l'arrêté grand-ducal du 28 août 1945, donnant au Ministre des Finances les pouvoirs nécessaires aux fins de régler les modalités du retour à la libre circulation des titres dans la mesure où les droits du Trésor sont sauvegardés ;

Vu les articles 29 et 31 de l'arrêté grand-ducal du 4 novembre 1944, sur le recensement des titres luxembourgeois et étrangers, modifié et complété dans l'arrêté grand-ducal du 30 avril 1945 ;

Arrête :

Art. 1^{er}. Sans préjudice des dispositions du règlement H, article 13, alinéa 6 de la réglementation du change de l'Institut Belgo-Luxembourgeois du Change, les titres étrangers non frappés de séquestre par application des arrêtés grand-ducaux des 17 août 1944 et 10 janvier 1947 et de la loi de 26 avril 1951 qui reposent sous dossier au nom de résidents ou de non-résidents dans le circuit bancaire luxembourgeois, ainsi que les titres étrangers importés pour compte de résidents ou de non-résidents, peuvent être retirés du circuit bancaire sans qu'il soit besoin de les munir au préalable d'un certificat d'identification.

Art. 2. Le présent arrêté entrera en vigueur le jour de sa publication au *Mémorial*.

Luxembourg, le 22 mars 1955.

Le Ministre des Finances,
Pierre Werner.

Arrêté ministériel du 22 mars 1955 concernant les allocations familiales aux non salariés.

*Le Ministre du Travail,
et de la Sécurité sociale,
Le Ministre des Finances,*

Vu la loi du 24 décembre 1954 ayant pour objet :

a) d'ouvrir au Gouvernement un crédit provisoire de 1.197.397.000 francs pour les mois de janvier, février et mars 1955, et

b) de rendre applicables pour la même période les dispositions figurant aux articles 2 à 7 et à l'article 8, alinéas 1^{er}, 2, 3 et 5 du projet de loi concernant le Budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 1955 ;

Vu le projet de loi concernant le Budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 1955 en l'article 696 du Budget des dépenses ;

Arrêtent :

Art. 1^{er}. Les allocations familiales prévues par le projet de loi concernant le Budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 1955 en l'article 696 du Budget des dépenses seront payées pour le premier trimestre de l'exercice 1955 aux conditions et taux fixés par l'arrêté du 25 mai 1954 concernant les allocations familiales aux non salariés.

Art. 2. L'article 5 de l'arrêté précité est applicable.

Art. 3. Le présent arrêté sera inséré au *Mémorial*.

Luxembourg, le 22 mars 1955.

*Le Ministre du Travail
et de la Sécurité sociale,*
Nicolas Blever.

Le Ministre des Finances,
Pierre Werner.

Avis. — Chambre des Comptes. — Par arrêté grand-ducal du 28 mars 1955, démission honorable de ses fonctions a été accordée sur sa demande à M. Jean-Pierre *Mergen*, conseiller à la Chambre des Comptes, avec faculté de faire valoir ses droits à une pension.

Par le même arrêté grand-ducal le titre honorifique de ses fonctions a été conféré à M. *Mergen* préqualifié. — 28 mars 1955.

Arrêté ministériel du 23 mars 1955, relatif à la vérification des poids, mesures et instruments de pesage en 1955.

Le Ministre des Finances,

Vu les art. 10 et suivants de l'arrêté royal grand-ducal du 30 mai 1882 pour l'exécution de la loi sur les poids et mesures ;

Arrête :

Art. 1^{er}. La vérification ordinaire des poids, mesures et instruments de pesage aura lieu pendant l'année 1955 aux jours, dans les localités et pour les communes indiqués ci-après :

Heures de service : de 9 heures à midi et de 14 à 17 heures.

Communes et sections qui sont assujetties à la vérification	Lieu de la vérification	Date de la vérification pour	
		les poids, mesures, et instruments de pesage	les balances automatiques et ponts à peser
Niederanven la commune, excepté la section d'Ernster	Niederanven	3 mai	4 mai
Schuttrange la commune	Schuttrange	5 mai jusqu'à midi	5 mai l'après-midi
Contern la commune et la section de Trintange	Oetrange	6 mai jusqu'à midi	6 mai l'après-midi
Sandweiler la commune	Sandweiler	10 mai jusqu'à midi	10 mai l'après-midi
Strassen la commune	Strassen	11 mai jusqu'à midi	11 mai l'après-midi
Bertrange la commune	Bertrange	12 mai jusqu'à midi	12 mai l'après-midi et 13 et 16 mai
Kopstal la commune	Kopstal	17 mai jusqu'à midi	17 mai l'après-midi
Kehlen la commune et la section de Roodt	Kehlen	18 mai jusqu'à midi	18 mai l'après-midi
Mamer, Holzem et Garnich, les sections Cap et Capellen, les sections	Mamer Capellen	20 mai 25 mai jusqu'à 10 heures	23 et 24 mai 25 mai l'après-midi
Koerich et Septfontaines les communes, excepté la section de Roodt	Koerich	26 mai jusqu'à midi	26 mai l'après-midi
Steinfort la section	Steinfort	27 mai	1 ^{er} et 2 juin
Eischen la section	Eischen	3 juin jusqu'à midi	3 juin l'après-midi
Hobscheid la section	Hobscheid	7 juin jusqu'à midi	7 juin l'après-midi
Kleinbettingen, Hagen, Gras et Kahler les sections	Kleinbettingen	8 juin jusqu'à midi	8 juin l'après-midi

Clemency la commune et les sections de Hivange et de Dahlem	Clemency	9 juin jusqu'à midi	9 juin l'après-midi
Dippach la commune	Dippach	10 juin jusqu'à midi	10 juin l'après-midi
Reckange la commune	Reckange/Mess	14 juin jusqu'à midi	14 juin l'après-midi
Bascharage la commune et la section de Sanem	Bascharage	15 juin	16 et 17 juin
Pétange la section	Pétange	21 et 22 juin	23 et 24 juin
Rodange et Lamadeleine les sections	Rodange	28 et 29 juin	30 juin, 1 ^{er} et 4 juil.
Belvaux et Soleuvre les sections	Belvaux	5 juillet	6 juillet
Obercorn la section	Obercorn	7 juillet	8, 11 et 12 juillet
Niedercorn la section	Niedercorn	13 juillet	14 et 15 juillet
Differdange et Lasauvage les sections	Differdange	19, 20 et 21 juillet	22, 25, 26, 27 et 28 juillet
Tétange la section	Tétange	29 juillet	1 ^{er} août
Kayl la section	Kayl	2 août	3 août
Rumelange la commune	Rumelange	4 et 5 août	8 et 9 août
Bettembourg la commune et les sections de Hellange et de Bergem... ..	Bettembourg	6 et 7 septembre	8 septembre
Esch-s.-Alzette la commune et la section d'Ehlerange	Esch-s.-Alzette	9, 13, 14, 15, 16, 20, 21, 22, 23 et 27 septemb.	28, 29, 30 septemb. 3, 4, 5, 6, 7, 10, 11, 12, 13 et 14 octobre.
Mondercange la commune, excepté la section de Bergem.....	Mondercange	18 octobre jusqu'à midi	18 octobre l'après-midi
Dudelange la commune	Dudelange	19, 20, 21 et 25 octobre	26, 27, 28, 31 octobre et 3 novembre.
Schiffflange la commune	Schiffflange	4 et 8 novembre	9 et 10 novembre
Rœser la commune	Rœser	11 novembre jusqu'à midi	11 novembre l'après-midi
Weiler-la-Tour la commune et les sections de Frisange et d'Aspelt	Aspeit	15 novembre jusqu'à midi	15 novembre l'après-midi
Hespérange la commune	Hespérange	16 novembre	17 novembre
Steinsel la commune.....	Steinsel	18 novembre	22 novembre
Walferdange la commune	Walferdange	23 novembre	24 novembre
Leudelage la commune	Leudelage	25 novembre jusqu'à midi	25 novembre l'après-midi

Art. 2. A cette occasion les administrations communales auront à remplir les devoirs qui leur sont prescrits par les dispositions ci-après transcrites de l'arrêté r. g.-d. du 30 mai 1882:

« Art. 11. Aussitôt que les bourgmestres ont reçu l'arrêté (qui ordonne la vérification des poids et mesures) ils en donnent connaissance aux assujettis par voie d'affiche. Ils les font en outre prévenir à domicile deux jours d'avance de l'arrivée du vérificateur, afin qu'aucun des intéressés ne puisse prétexter d'ignorance.

« Art. 12... Au plus tard dans la huitaine de l'arrêté, ils adresseront au Directeur des Contributions une liste indiquant exactement avec leurs professions les marchands, industriels et autres personnes qui sont dans le cas de faire vérifier leurs poids et mesures. Si le bourgmestre néglige de dresser la liste, elle sera établie à ses frais par un commissaire spécial, conformément à l'art. 46 de la loi du 24 février 1843.»

« Art 13. L'administration communale du lieu où doivent se tenir les séances de la vérification périodique, fournira à cet effet un local convenable et bien approprié avec les meubles indispensables. Si elle n'y satisfait pas ou si elle refuse le concours de ses agents, le siège des opérations pourra par la suite, être transféré dans une autre commune. Le vérificateur pourra, le cas échéant, et pour satisfaire les intéressés convoqués, louer d'urgence aux frais de la commune un local et l'assistance nécessaires, après avoir fait sans effet immédiat, sa réclamation verbale à un membre ou à un agent de l'administration communale.»

« Art 14. Deux personnes dont au moins un agent de police, appariteur ou garde-champêtre assisteront aux séances, maintiennent l'ordre et prêtent leur concours aux opérations. — Un membre de l'administration communale peut également y être délégué.»

Art. 3. Le vérificateur sera autant que possible accompagné d'un ajusteur agréé par l'administration qui se chargera, moyennant une rétribution fixée par tarif officiel, de faire les menues réparations aux poids, si les assujettis ne préfèrent les faire eux-mêmes ou en charger d'autres personnes. Le vérificateur délivrera quittance des sommes perçues.

Art. 4. Il est recommandé aux assujettis de présenter leurs poids, mesures et instruments de pesage dans un état convenable de propreté. Les propriétaires de ponts à peser sont tenus de mettre à la disposition du vérificateur le personnel nécessaire pour le déchargement et le chargement des poids-étalons ; à défaut de ce personnel la bascule sera mise sous plombs administratifs. Dans ce cas les frais de transport sont à charge du propriétaire.

Les balances automatiques sont vérifiées à leur lieu d'emplacement.

Lorsque par suite de la difficulté de transport ou pour d'autres motifs une vérification devra être opérée à domicile, les frais de déplacement en seront payés par l'assujetti conformément au tarif.

Art. 5. Les deux derniers chiffres de l'année entourées d'une couronne seront employés pour le poinçonnage des instruments de pesage, poids et mesures vérifiés.

Art. 6. Le présent arrêté sera inséré au *Mémorial* et affiché dans les communes intéressées.

Luxembourg, le 23 mars 1955.

Le Ministre des Finances,
Pierre Werner.

Emprunts Communaux. — Tirages d'Obligations.

Commune de Clemency. Emprunt de 7.000.000, — à 4,25% de 1954.

Date de l'Echéance : 1^{er} mai 1955.

Numéros sortis au tirage : titres de 1.000, — francs : 11, 119, 201, 336, 425, 1001, 1101, 1237, 1301, 1450.

Titres de 5.000, — francs : 19, 20, 101, 102, 203, 204, 301, 426, 461, 506, 642, 652, 710, 721, 826, 936.

Le service des Emprunt se fait aux guichets de la Banque LA LUXEMBOURGEOISE à Luxembourg.
— 25.3.1955.

Avis. — Postes, Télégraphes et Téléphones. — Par arrêté grand-ducal du 28 mars 1955, M. François *Hohengarten*, percepteur des postes à Luxembourg-Télégraphes, a été nommé chef de service au Service Central de la Comptabilité Téléphonique à Luxembourg. — 28 mars 1955.

Avis. — Emprunt grand-ducal 3,75% 1934.

L'amortissement à la date du 1^{er} mai 1955, de l'emprunt grand-ducal 3,75% de 1934, pour lequel une somme de 2.763.000,— francs nom. est prévue, a été fait partiellement par rachats en bourse. Pour le remboursement du reste il a été procédé à un tirage au sort.

Ont été rachetées :

- Litt. A. 11 obligations à 100 francs.
- Litt. B. 10 obligations à 500 francs.
- Litt. C. 19 obligations à 1.000 francs.
- Litt. E. 2 obligations à 10.000 francs.

Le tirage au sort a donné le résultat suivant :

Litt. A. — 109 obligations à 100 francs.

496	519	1644	1665	1867	2026	2049	3953	3975	7629
497	1411	1645	1667	1901	2027	2050	3954	3976	7630
498	1412	1646	1668	1902	2028	3673	3955	3978	7673
511	1413	1647	1669	1908	2030	3674	3956	3979	7674
512	1414	1648	1670	1909	2041	3675	3957	3980	7675
513	1415	1649	1861	1910	2043	3676	3959	7621	7676
514	1416	1650	1862	2021	2044	3677	3960	7622	7677
515	1417	1661	1863	2022	2045	3678	3971	7623	7678
516	1418	1662	1864	2023	2046	3680	3972	7624	7679
517	1420	1663	1865	2024	2047	3951	3973	7625	7680
518	1643	1664	1866	2025	2048	3952	3974	7628	

Litt. B. — 212 obligations à 500 francs

4	1290	2729	3897	4820	6758	8405	10495	12281	14083
18	1429	2730	3898	5175	6897	8406	10496	12282	14084
63	1430	2808	3905	5176	6898	8667	10605	12451	14219
107	1577	2929	3920	5385	7095	8668	10606	12452	14220
108	1578	2930	4001	5386	7096	8825	10769	12591	14357
301	1765	2951	4004	5551	7201	8826	10770	12592	14358
302	1766	3003	4035	5552	7202	9105	10913	12737	14511
321	1879	3008	4036	5801	7439	9106	10914	12738	14512
361	1893	3105	4201	5802	7440	9241	11115	12903	14667
435	1894	3106	4204	6035	7563	9242	11116	12904	14668
436	2073	3179	4205	6036	7564	9455	11219	13017	14867
619	2074	3180	4206	6171	7717	9456	11220	13018	14868
620	2089	3249	4305	6172	7718	9637	11408	13199	14869
749	2092	3302	4306	6275	7761	9638	11410	13200	14870
750	2189	3343	4366	6276	7766	9855	11593	13411	
935	2190	3346	4419	6351	7815	9856	11594	13451	
936	2264	3381	4420	6352	7816	10037	11709	13452	
1121	2337	3382	4451	6511	8095	10038	11710	13541	
1122	2338	3505	4452	6512	8096	10177	11889	13542	
1196	2489	3506	4615	6619	8277	10178	11890	13582	
1262	2490	3693	4616	6620	8279	10329	12085	13807	
1289	2663	3694	4819	6757	8280	10330	12086	13808	

Litt. C. — 581 obligations à 1000 francs.

151	1638	2396	3485	5837	8961	9610	11234	12624	18700
152	1639	2397	3486	5838	8962	9611	11235	12625	19921
153	1640	2398	4387	5839	8963	9612	11471	12626	19922
154	1701	2399	3489	5840	8972	9613	11472	12627	19923
155	1702	2400	3490	5941	8973	9614	11473	12628	19924
156	1703	2411	3751	5942	8974	9615	11474	12629	19926
169	1704	2412	3752	5943	8975	9616	11475	12630	19927
170	1705	2413	3753	5944	8976	9617	11476	12648	19928
291	1706	2414	3754	5947	8977	9619	11477	12649	19929
292	1710	2415	3755	5948	8978	9620	11478	12650	21661
293	1802	2416	3757	5949	8979	9971	11479	17541	21662
294	1803	2430	3758	5950	8980	9972	11501	17542	21663
295	1804	2451	3759	7511	9141	9973	11502	17544	21664
296	1805	2452	3760	7512	9142	9974	11503	17545	21665
297	1806	2453	3811	7513	9143	9983	11504	17546	21666
298	1807	2454	4606	7514	9144	9984	11505	17547	21667
299	1808	2455	4607	7515	9145	9985	11506	17548	21670
302	1809	2456	4608	8421	9146	9986	11507	17549	21787
303	1810	2457	4609	8422	9148	9987	11531	17550	21788
304	1821	2458	4610	8423	9149	9988	11532	17941	21789
305	1822	2469	4681	8458	9150	9989	11533	17942	21790
306	1823	2470	4683	8459	9174	9990	11534	17943	22271
307	1824	2621	4684	8460	9175	10161	11641	17944	22272
308	1825	2622	4685	8601	9176	10162	11642	17945	22273
309	1826	2623	4686	8602	9177	10163	11643	17964	22274
310	1827	2624	4687	8756	9178	10164	11644	17965	22275
381	1828	2627	4688	8757	9179	10165	11645	17966	22276
382	1832	2628	4689	8758	9180	10170	11657	17967	22278
383	1833	2629	4690	8759	9471	10746	11658	17968	22279
384	1834	2630	4861	8760	9472	10747	11659	17969	22280
385	1835	2637	4862	8911	9473	10748	11660	17970	22454
386	1836	2638	4863	8912	9474	10750	11811	18471	22581
387	1837	2639	4864	8913	9475	11031	11812	18472	22582
389	1838	2640	4867	8914	9476	11032	11813	18473	22583
390	1839	2881	4868	8915	9497	11033	11814	18474	22584
1107	1840	2888	4869	8916	9498	11034	11815	18477	22590
1108	2381	2889	4870	8917	9499	11073	11836	18488	22751
1109	2382	2890	5685	8919	9500	11074	11837	18489	22752
1110	2383	3276	5686	8920	9591	11075	11838	18490	22753
1511	2384	3277	5687	8953	9602	11076	12081	18691	22754
1512	2385	3278	5688	8954	9603	11077	12082	18692	22755
1513	2386	3279	5689	8955	9604	11078	12083	18693	23621
1514	2387	3280	5690	8956	9605	11079	12084	18694	23622
1515	2388	3481	5833	8957	9606	11080	12085	18695	23623
1518	2393	3482	5834	8958	9607	11231	12090	18696	23624
1519	2394	3483	5835	8959	9608	11232	12621	18697	23625
1520	2395	3484	5836	8960	9609	11233	12622	18699	23626

23627	27636	27873	27925	28419	29615	29990	30133	30395	31048
23628	27662	27874	27926	28420	29616	30021	30134	30396	31049
25211	27663	27875	27927	29061	29617	30022	30135	30397	31050
25212	27664	27876	27928	29062	29618	30023	30211	30398	
25213	27665	27877	27929	29063	29619	30024	30212	30399	
26941	27666	27878	28412	29064	29983	30025	30213	30400	
27050	27667	27879	28413	29065	29984	30026	30214	31041	
27631	27781	27880	28414	29066	29985	30027	30215	31043	
27632	27782	27921	28415	29611	29986	30028	30216	31044	
27633	27783	27922	28416	29612	29987	30029	30217	31045	
27634	27784	27923	28417	29613	29988	30131	30393	31046	
27635	27790	27924	28418	29614	29989	30132	30394	31047	

Litt. D. — 42 obligations à 5000 francs.

47	435	663	952	1234	1517	1766	1979	2222	2553
118	480	750	1031	1266	1645	1811	2000	2286	2631
219	531	781	1060	1331	1675	1868	2144	2325	2680
267	571	852	1135	1440	1728	1943	2195	2461	2732
359	615								

Litt. E. — 181 obligations à 10.000 francs.

7	1325	2368	3856	5071	6265	7525	8750	10012	11220
78	1388	2418	3900	5141	6330	7647	8806	10031	11275
100	1458	2573	3976	5191	6369	7730	8928	10184	11391
147	1489	2649	4015	5257	6417	7774	8974	10223	11447
200	1502	2696	4084	5319	6457	7832	9049	10287	11492
319	1629	2779	4154	5376	6523	7917	9121	10353	11521
364	1710	2820	4239	5447	6569	7973	9187	10386	11684
451	1756	2874	4333	5546	6639	8046	9250	10448	11724
534	1876	2944	4418	5616	6718	8124	9321	10555	11782
633	1905	3179	4459	5675	6765	8185	9423	10643	11833
669	1981	3235	4531	5761	6860	8217	9477	10717	11914
744	2038	3276	4633	5830	6933	8299	9537	10765	11986
869	2088	3305	4674	5865	7043	8301	9586	10829	12017
914	2092	3412	4718	5949	7125	8398	9614	10866	12069
999	2122	3559	4866	6020	7258	8432	9679	10991	12141
1000	2169	3664	4938	6076	7346	8486	9713	11099	12259
1083	2256	3710	4979	6148	7424	8529	9766	11148	12363
1160	2354	3779	5023	6226	7470	8601	9980	11196	12378
1268									

Les obligations suivantes n'ont pas encore été présentées au remboursement :

Litt. A à 100 francs.

241 (7)	4294 (7)	6714 (12)	6716 (12)	6718 (12)	7282 (12)	7664 (13)
3987 (13)	4295 (7)	6715 (12)	6717 (12)	6719 (12)	7283 (12)	7665 (13)

Litt. B. à 500 francs

3181 (13)	4276 (12)	8165 (12)	11063 (12)	14518 (14)	14887 (4)	14925 (3)
3182 (13)	4284 (6)	8627 (6)	11352 (13)	14521 (13)	14888 (4)	14926 (3)
3478 (12)	6289 (14)	8628 (6)	14058 (12)	14875 (2)	14893 (6)	14931 (3)
3929 (4)	6765 (7)	8747 (13)	14229 (12)	14876 (2)	14894 (6)	14932 (3)
3930 (4)	6766 (7)	8748 (13)	14423 (6)	14885 (13)	14897 (1)	
4273 (13)	7034 (14)	10349 (13)	14424 (6)	14886 (13)	14898 (1)	

Litt. C à 1000 francs

203 (13)	8642 (14)	18341 (6)	21917 (12)	23883 (7)	23986 (14)	30681 (4)
204 (13)	8643 (14)	18342 (6)	21918 (12)	23884 (7)	25039 (12)	
205 (13)	8644 (14)	18755 (13)	21961 (14)	23885 (7)	25101 (12)	
275 (13)	8645 (14)	20484 (12)	21962 (14)	23886 (7)	25102 (12)	
276 (13)	8646 (14)	20485 (12)	21963 (14)	23887 (7)	25106 (12)	
831 (5)	8647 (14)	20486 (12)	21964 (14)	23888 (7)	26114 (14)	
4127 (13)	12371 (12)	20487 (12)	21965 (14)	23889 (7)	26486 (14)	
4191 (12)	12372 (12)	20488 (12)	21966 (14)	23890 (7)	26746 (14)	
8641 (14)	12373 (12)	21916 (12)	22500 (12)	23981 (14)	27478 (5)	

Litt. D à 5000 francs

77(13)	174 (13)	484 (12)	488 (7)
--------	----------	----------	---------

Litt. E à 10.000 francs.

2447 (12)	3329 (11)	3331 (9)	3335 (10)	6948 (11)
2474 (8)	3330 (7)	3334 (6)	6931 (10)	

1) obligations remb. le 1^{er} mai 1939

2) »	»	»	»	1941	
3) »	»	»	»	1942	
4) »	»	»	»	1943	
5) »	»	»	»	1944	
6) »	»	»	»	1945	* intérêts au 1.5.46 incl.
7) »	»	»	»	1946	
8) »	»	»	»	1947	
9) »	»	»	»	1948	
10) »	»	»	»	1949	
11) »	»	»	»	1951	
12) »	»	»	»	1952	
13) »	»	»	»	1953	
14) »	»	»	»	1954	

Tous les titres remboursables ne peuvent être remboursés que lorsqu'ils sont dûment munis du certificat d'identification luxembourgeois.

Les obligations pourront être présentées directement à la Caisse Générale de l'Etat à Luxembourg.

Les intérêts cesseront de courir à partir de la date de l'échéance des titres. — 15 mars 1955.

Agents d'Assurances agréés pendant les mois de février et de mars 1955.

No d'ordre	Nom et Domicile	Compagnies d'Assurances	Date
1	<i>Agnes-Paquet</i> Emile, M ^{me} , Hostert, (Ré- dange)	Le Foyer	15. 3.55
2	<i>Bauler</i> Henri, Diekirch	L'Union, Paris ; la Nationale ; la Compagnie Européenne	15. 3.55
3	<i>Dentzer</i> Raymond, Luxembourg	La Bâloise (Vie et Incendie) ; la Rotterdam	15. 3.55
4	<i>Dockendorf</i> Nicolas, Altwies	Le Foyer	15. 3.55
5	<i>Faber</i> Marcel, Luxembourg	L'Helvétia ; l'Uranus	15. 3.55
6	<i>Gansen</i> Rodolphe, Finsterthal	La Winterthur	19. 3.55
7	<i>Fisch</i> Bernard, Beaufort	L'Union, Paris ; la Nationale ; la Compagnie Européenne	15. 3.55
8	<i>Geimer</i> Guillaume, Clemency	La Bâloise (Vie et Incendie) ; la Rotterdam	15. 3.55
9	<i>Gorjanc</i> Alex, Luxembourg	La Bâloise (Vie et Incendie) ; la Rotterdam	15. 3.55
10	<i>Haas-Maertz</i> Michel, Dommeldange	La Préservatrice	15. 3.55
11	<i>Janson</i> Angelo, Luxembourg	La Prévoyance	15. 3.55
12	<i>Kremer</i> , née <i>Decker</i> Hélène, M ^{me} , Luxem- bourg	Le Foyer	15. 3.55
13	<i>Lutgen</i> Antoine, Soleuvre	La Luxembourgeoise	15. 3.55
14	<i>Lutz</i> Jean, Esch-sur-Alzette	Le Phénix Français	15. 3.55
15	<i>Mirkes</i> Marcel, Consdorf	La Luxembourgeoise	15. 2.55
16	<i>Muller</i> Nicolas, Wecker-Gare	La Bâloise (Vie et Incendie) ; la Rotterdam	15. 3.55
17	<i>Ræder</i> Jean, Mœstroff	La Bâloise (Vie et Incendie) ; la Rotterdam	15. 3.55
18	<i>Schmit</i> Etienne, Luxembourg	Le Foyer	15. 3.55
19	<i>Tholl</i> Jean, Schrassig	La Prévoyance	15. 3.55
20	<i>Toussaint</i> Jean, Bastendorf	La Bâloise (Vie et Incendie) ; la Rotterdam	15. 3.55

— 31 mars 1955.

Avis. — Absence. — Par jugement du tribunal d'arrondissement de Luxembourg, siégeant en matière civile, en date du 9 mars 1955, une enquête a été ordonnée pour constater l'absence de M. Joseph *Lahr*, vigneron, né à Remerschen, le 13 décembre 1886, domicilié à Remerschen jusqu'au 15 juillet 1909, à laquelle date il a fait sa déclaration de départ pour l'Amérique et a quitté le pays.

Le même jugement a commis M. le juge *Foog* pour procéder à cette enquête. — 25 mars 1955.

Avis. — Contributions Directes et Accises. — Par arrêté grand-ducal du 28 mars 1955, M. René *Keiffer*, receveur des contributions à Remich, a été nommé contrôleur des contributions à Clervaux.

— Par arrêté grand-ducal du 28 mars 1955, M. Marcel *Schneider*, vérificateur au service régional de contrôle à Esch-sur-Alzette I, a été nommé receveur des contributions à Rédange, et M. Aloyse *Arend* I, vérificateur au service régional de la retenue d'impôt à Luxembourg, a été nommé receveur des contributions à Roodt/Syr. — 28 mars 1955.

Avis. — Protocole relatif à la Conférence européenne des Ministres des Transports, signé à Bruxelles, le 17 octobre 1953; Ratification par le Grand-Duché de Luxembourg et entrée en vigueur.

Le Protocole désigné ci-dessus, approuvé par la loi du 14 février 1955 (*Mémorial* 1955, pp. 313 et ss.) a été ratifié et l'instrument de ratification a été déposé à Bruxelles, le 26 février 1955.

Conformément à son article 14, paragraphe 4, le Protocole est entré en vigueur à l'égard du Grand-Duché de Luxembourg à la date du dépôt.

Actuellement ledit Protocole lie les pays suivants : Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, France, Grande-Bretagne et Irlande du Nord, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Suède, Suisse, Trieste (zone anglo-américaine), Turquie.

Luxembourg, le 19 mars 1955.

*Le Président du Gouvernement,
Ministre des Affaires Etrangères,
Joseph Bech.*

Avis. — Accord entre le Gouvernement du Grand-Duché de Luxembourg et le Gouvernement d'Irlande relatif aux transports aériens entre leurs territoires respectifs, signé à Bruxelles, le 27 juillet 1954 ; entrée en vigueur.

Par échange de notes du 28 février 1955 entre la Légation des Pays-Bas à Dublin et le Département des Affaires Extérieures d'Irlande il a été procédé à la notification prévue à l'article X, §a, de l'Accord désigné ci-dessus, approuvé par la loi du 18 février 1955 (*Mémorial* 1955, pp. 455 et ss.).

L'Accord est entré en vigueur à la date du 28 février 1955.

Luxembourg, le 17 mars 1955.

*Le Président du Gouvernement,
Ministre des Affaires Etrangères,
Joseph Bech.*

Avis. — Assurance-maladie. — Par décision du 18 mars 1955 de Monsieur le Ministre du Travail et de la Sécurité sociale, la modification suivante, apportée le 23 septembre 1954 aux statuts de la caisse de maladie HADIR DIFFERDANGE (C.A.S.) par le comité-directeur de cette caisse, conformément à l'article 6 de l'arrêté ministériel du 8 décembre 1944 concernant la réglementation du service d'ordre intérieur des caisses de maladie, a été approuvée.

Texte de la modification :

« § 4 : A partir du 1^{er} octobre 1954, le taux des cotisations est porté à 6%. » — 21 mars 1955.

Avis. — Enregistrement et Domaines. — Par arrêté grand-ducal du 23 février 1955 M. Michel Mæs, contrôleur, garde-magasin du timbre à Luxembourg, a été nommé chef de bureau à la direction de l'Enregistrement et des Domaines à Luxembourg.

— Par arrêté grand-ducal du 23 février 1955 M. Joseph Reis, surnuméraire de l'Enregistrement à Diekirch, a été nommé contrôleur, garde-magasin du timbre à Luxembourg. — 24 mars 1955.

Avis. — Perte de Bons de la Reconstruction. — Le Bon de la Reconstruction ci-après désigné a été déclaré perdu en exécution de l'article 1^{er} de l'arrêté grand-ducal du 27 avril 1953 concernant la perte de Bons de la Reconstruction :

Série I., 3% à 5 ans :
N° 7807 à 5.000,— francs.

Le service de la Trésorerie de l'Etat délivrera, deux mois après cette publication, un nouveau Bon, à condition que la déclaration de perte n'ait pas été contredite entretemps. — 28 mars 1955.

Avis. — Conseil d'Etat. — Par arrêté grand-ducal du 28 mars 1955, démission honorable de ses fonctions de secrétaire du Conseil d'Etat a été accordée, sur sa demande, à Monsieur Emile *Brisbois*, Directeur de l'Administration des Douanes, à partir du 1^{er} avril 1955. — 30 mars 1955.
